



*Communauté Economique des Etats
de l'Afrique de l'Ouest*



*Union Economique et Monétaire
Ouest Africaine*

REUNION DE HAUT NIVEAU SUR LA CRISE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DES ETATS MEMBRES DE LA CEDEAO ET DU CILSS

Note d'orientation – Juin 2012

CONTEXTE / JUSTIFICATION

Les productions céréalières au Sahel et en Afrique de l'Ouest sont en baisse de 9 % par rapport à la campagne agricole 2010/2011, année de production record, et en hausse de 5 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années (2006/2010). Cependant, dans les pays sahéliens, les productions céréalières ont fortement baissé non seulement par rapport à la campagne agricole 2010/2011, mais aussi par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Ces baisses de production ont touché en particulier la Gambie (baisse de 56 % par rapport à 2010/2011 et de 40 % par rapport à 2006-2010), le Tchad (49 %/22 %), le Sénégal (36 %/21 %), le Niger (31 %/14 %), la Mauritanie (34 %/10 %) et le Burkina Faso (20 %/5 %). La situation pastorale demeure également précaire en raison de la faible production fourragère, du faible niveau de remplissage des points d'eau et des difficultés de mobilité des troupeaux transhumants en raison de l'insécurité au Nord Nigeria et du conflit malien.

Au niveau international, l'Indice FAO des prix des produits alimentaires était de 215 points en moyenne en février 2012, ce qui représente une hausse de un pour cent par rapport à janvier 2012. Les cours internationaux des céréales continuent d'augmenter à l'exception de ceux du riz. Les cours internationaux du blé ont connu la plus forte hausse, suivis par ceux du maïs, alors que les prix du riz étaient en général orientés à la baisse, signe d'une demande à l'importation globalement faible et d'une vive concurrence chez les exportateurs.

Au niveau régional ouest africain, les prix des denrées alimentaires restent à un niveau élevé et les échanges de produits agricoles sont entravés par la multiplication des contrôles aux frontières et les nombreuses tracasseries routières. La situation nutritionnelle demeure également préoccupante avec des taux de malnutrition au-dessus du seuil d'alerte (10%).

En Mars 2012, environ 6 millions de personnes étaient en insécurité alimentaire sévère. La situation risque de se détériorer davantage pour d'autres millions de personnes d'ici la soudure si les actions d'assistance déjà mises en oeuvre par les Etats et les organisations régionales ne sont pas renforcées. Le conflit malien constitue une autre source d'aggravation de la crise alimentaire. Au mois d'Avril, on compte au moins 270 000 personnes déplacées, dont plus de 160 000 dans les pays voisins (Burkina Faso, Niger et Mauritanie) ; le plus souvent avec leur cheptel (au Burkina Faso par exemple, près de 100 000 têtes seraient dénombrées) augmentant les risques de conflits liés à l'utilisation des rares pâturages.

Avec l'appui technique de :



C'est dans ce contexte que s'est tenue les 12 et 13 Avril 2012, la réunion restreinte du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA), organisée par le CILSS et le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE) sous l'égide des Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA. Après analyse de la situation, les membres du Réseau ont fortement recommandé que « soit organisée dans les meilleurs délais, une réunion de haut niveau sur la situation alimentaire et nutritionnelle afin de prendre les décisions politiques et financières qui s'imposent ». Le Réseau a également insisté sur la nécessité d'accélérer la mobilisation des financements requis pour renforcer la mise en œuvre des plans d'urgence des États, notamment :

- A. Soutien aux producteurs pour la prochaine campagne agricole par des appuis en semences, en aliment de bétail, en pierre à lécher pour le bétail et à la reconstitution du cheptel ; appui aux pisciculteurs de subsistance en semences de qualité (par exemple des souches adaptées à l'exploitation aquacole de la région) ;
- B. Investissement dans les interventions à long terme pour renforcer la résilience des populations aux crises, notamment la mise en œuvre des plans nationaux d'investissement agricole et de sécurité alimentaire.

S'appuyant sur ces constats et sur la nécessité de faire preuve de Solidarité, de Complémentarité et de Subsidiarité, qui sont les principes clés de la mise en œuvre de la PAU et l'ECOWAP et de la Charte pour la Prévention et la Gestion des Crises Alimentaires, la Commission de la CEDEAO, avec l'appui technique du Secrétariat Exécutif du CILSS et du Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (co-animateurs du RPCA), envisage d'organiser une Réunion de Haut Niveau des États membres de l'Afrique de l'Ouest élargie au Tchad et la Mauritanie, **du 04 au 05 Juin 2012 à Lomé – République Togolaise.**

Objectifs de la réunion

L'objectif global de la réunion est de faire le point des mesures déjà engagées aux niveaux national, régional et international et sur cette base, susciter les mesures additionnelles d'urgence qui s'imposent ainsi que des mesures structurelles (long terme) pour une meilleure prévention des crises alimentaires et nutritionnelles.

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- décider de la mobilisation des ressources financières pour le renforcement des actions d'assistance alimentaire aux populations affectées et en complément de celles déjà mises en œuvre par les États, l'UEMOA, la CEDEAO, les organisations régionales et leurs partenaires ;
- prendre des mesures spécifiques concrètes pour le renforcement de l'assistance alimentaire au Nord Mali et la gestion de l'impact du conflit sur les pays voisins d'accueil des populations déplacées ;
- inviter la Communauté internationale, à accroître son appui financier aux États, pour la mise en œuvre de leurs plans de réponse à la crise ;
- inviter les États membres et l'ensemble des acteurs pour le strict respect de la réglementation communautaire en matière de libre circulation des personnes et des biens dans le but de faciliter les échanges intra-communautaires entre pays excédentaires et pays déficitaires ;
- prendre des mesures pour une accélération de la mise en œuvre des interventions structurelles de sécurité alimentaire préconisées à travers les programmes nationaux d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIA-SA) et du programme régional d'investissement agricole (PRIA) ;
- adopter une résolution à soumettre aux Sommets des Chefs d'États de la CEDEAO sur la situation agricole et alimentaire.
- promouvoir une meilleure coordination des actions dans le cadre d'un leadership régional reconnu et conformément aux dispositions de la Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires.

RESULTATS ATTENDUS

Les résultats attendus de la réunion sont :

- i. un engagement des Ministres sur la non-restriction des échanges de produits vivriers dans l'espace CEDEAO - CILSS ;
- ii. une aide financière d'urgence additionnelle des Institutions régionales et meilleure répartition des ressources financières aux Etats durement touchés par la Crise ;
- iii. une proposition de relèvement des allocations des Etats en 2012 et 2013 au financement des programmes d'investissements agricoles et de sécurité alimentaire,
- iv. un engagement de la Communauté Internationale pour une augmentation des allocations pour le financement des programmes d'investissement agricole et de sécurité alimentaire.
- v. une décision pour une meilleure coordination des actions de prévention et de gestion des crises alimentaires par la CEDEAO et l'UEMOA ;
- vi. une adoption d'une résolution à soumettre aux Sommets des Chefs d'Etats de la CEDEAO sur la situation agricole et alimentaire

PARTICIPANTS

Sous l'égide de la Commission de la CEDEAO, les participants à la réunion sont :

- les Ministres en charge de l'Agriculture des Etats membres de la CEDEAO et du CILSS;
- les Ministres en charge du Commerce des Etats membres de la CEDEAO et du CILSS ;
- les Ministres chargés de l'Intégration Régionale des Etats membres de la CEDEAO;
- les Points Focaux PNIA des Ministères de l'Agriculture ;
- les Experts chargés de la sécurité alimentaires dans les Etats membres de la CEDEAO et du CILSS ;
- les experts désignés par les Ministres du Commerce de la CEDEAO et du CILSS;
- les Partenaires techniques régionaux : CORAF/WECARD, FARA, CMA-AOC, etc.
- les Partenaires techniques internationaux : BM, UE, PAM, PNUD, FAO, OCHA, ECHO, HCR, etc.
- La commission de l'Union Africaine et le NEPAD,
- les ONG, Organisations professionnelles agricoles et du secteur privé, Réseaux : ROPPA, RECAO, APESS, Réseau Billital Marobé, RESIMAO, OXFAM, Save The Children, ReSAAKS, etc.
- les membres de « ECOWAP-Donors Group », sous l'égide de la Coopération Espagnole ;
- les Banques régionales : BIDC, BCEAO, BOAD, BAD, etc.

FINANCEMENT DE LA REUNION

La réunion sera financée :

- par la Commission de la CEDEAO : (i) prise en charge de la logistique et des frais de mission des délégations des sept Etats membres, de la Mauritanie et du Tchad ; (ii) prise en charge des frais de mission des Organisations professionnelles agricoles et de certains partenaires techniques, l'interprétariat et la traduction ;
- Les partenaires techniques et financiers se prendront en charge.

DOCUMENTS PREPARATOIRES DE LA REUNION

Les documents suivants seront élaborés et disponibles auprès des Ministres et délégations devant participer à la réunion.

Thèmes	Acteurs principaux	Inputs
1 – Note d’orientation de la réunion	Commissions de la CEDEAO et de l’UEMOA	Contribution CILSS et CSAO
2 – Situation des productions et des marchés dans la Région	CILSS	Contribution Secrétariat du CSAO (Cartes thématiques)
3 – Situation des investissements publics dans l’Agriculture dans les Etats membres	Commission de la CEDEAO	Contribution Hub Rural et IPFRI
4 – Charte régionale pour la prévention et la gestion des crises alimentaires	Secrétariat du CSAO	Edition
5 - Etat de mise en œuvre des actions et mesures financières (déjà faites, en cours et programmées) des partenaires techniques internationaux aux États confrontés à la crise	Commission CEDEAO	Contribution du CILSS